COORDINATION SYNDICALE DÉPARTEMENTALE

DE L'AVEYRON

CSD 12 — 50 RUE RAYNAL - 12000 RODEZ

Tél. : 06 25 11 84 95

Courriel : terr112Porange.fr

Rôdez, le 10/11/2026

Préfecture de l'Aveyron

7 place Charles-de-Gaulle

12007 Rodez

À l'attention de Madame La Préfète de l'Aveyron

Objet : Préavis de grève départemental du 15 au 30 novembre 2026 couvrant l'ensemble des agent-es de la Fonction publique territoriale et les salariées relevant de la partie privée de notre champ fédéral (entreprises de l'eau et de l'assainissement, de la thanatologie, du secteur privé du logement social), ainsi que les agent-es et salariées dont les horaires incluent la nuit précédant et suivant cette journée.

Madame La Préfète,

Le mois d'octobre a vu éclore un mouvement de ras-le-bol généralisé concernant l'état des services publics et le coût de la vie. Ce mouvement, initié par la jeunesse lycéenne, a rapidement trouvé une résonance dans le reste de la société.

En tant que fonctionnaires, nous ne sommes pas surpris. Nous alertons depuis des années sur la dégradation progressive des conditions dans lesquelles nous exerçons nos missions. Au désengagement progressif de l'État s'ajoutent le manque de moyens matériels et humains ainsi que le manque de reconnaissance de nos métiers.

Nous sommes également les travailleurs et travailleuses ayant le plus perdu de pouvoir d'achat ces vingt dernières années. Comment donner envie aujourd'hui à un jeune de rentrer dans la fonction publique en lui expliquant qu'il faudra quinze ans pour que son traitement de base passe au-dessus du SMIC ?

Les orientations budgétaires portées par le gouvernement, notamment à travers les projets de loi de finances (PLF) et de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS), font peser de nouvelles menaces sur les services publics, les collectivités territoriales et les droits sociaux. Ces choix politiques vont à l'encontre des attentes exprimées par les agent-es publics, les salarié-es et l'ensemble de la population.

Pour nous aussi, c'en est assez.

Ainsi la Coordination syndicale départementale CGT des Services publics de l'Aveyron dénonce la perte de pouvoir d'achat des agentes, la dégradation des conditions de travail et les politiques d'austérité qui fragilisent les collectivités territoriales et les services publics de proximité.

Face au gel du point d'indice, à l'écrasement des grilles indiciaires, à la précarisation de l'emploi public et au manque de moyens, notre organisation porte les revendications suivantes :

Salaires, carrières et pouvoir d'achat

- Augmentation immédiate de la valeur du point d'indice à 6,50 € ;
- Refonte des grilles indiciaires et reconnaissance des qualifications, de l'expérience et de l'ancienneté ;
- Doublement du traitement entre le début et la fin d'une carrière complète ;
- Rétablissement de la GIPA et égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Santé, protection sociale et retraites

- Suppression du jour de carence et maintien à 100% de la rémunération en congé de maladie ordinaire ;
- Amélioration des conditions de travail et prévention des risques psychosociaux ;
- Revalorisation de 10% des pensions de retraite et maintien de l'abattement fiscal de 10% ;
- Abrogation de la réforme des retraites et l'adoption du départ à 60 ans pour toutes et tous à taux plein, hors départs anticipés pour les métiers pénibles.

Emploi public et garanties statutaires

- Respect du principe « un emploi permanent = un ou une fonctionnaire titulaire » ;
- Plan massif de titularisation des contractuelles et lutte contre la précarité ;
- Défense du Statut général des fonctionnaires.

Moyens des collectivités et formation

- Arrêt des politiques d'austérité et attribution de moyens suffisants aux services publics ;
- Rétablissement de la cotisation au CNFPT à 1 %, première étape vers 3% ;
- Abrogation de l'article 135 de la loi de finances 2026 et suppression du plafonnement des recettes du CNFPT ;
- Renforcement du droit à la formation professionnelle.

La CSD CGT des services publics de l'Aveyron appelle l'ensemble des agentes et agents publics et des salarié-es concernés à poursuivre la mobilisation et à exprimer leurs revendications par toutes les formes d'actions nécessaires durant cette période.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Préfète, l'expression de nos sincères salutations.

Pour la Coordination Syndicale Départementale CGT de la Fonction Publique Territoriale de l'Aveyron.

La Coordinatrice,
Danielle Drayer

